

Premièrement, j'ai proposé que le Secrétaire général utilise davantage ses pouvoirs pour attirer l'attention du Conseil sur les situations de crises réelles ou potentielles et j'ai proposé de lui donner de plus grands pouvoirs d'enquête. Ainsi, j'accueille avec plaisir l'initiative qu'il a prise tout dernièrement d'envoyer en Iran, à bref préavis, un groupe d'experts chargés d'enquêter sur l'utilisation possible d'armes chimiques.

Deuxièmement, j'ai indiqué que le Conseil de sécurité devrait se réunir en privé et de façon informelle avec le Secrétaire général afin d'examiner et peut-être de prévenir les crises. Le Conseil de sécurité a eu plusieurs discussions non officielles dans le but d'étudier des changements possibles à sa procédure, mais à ce jour rien de concret n'en est sorti. Les États membres, notamment les membres permanents du Conseil, doivent faire face à leurs responsabilités; mais il est difficile de trouver la volonté politique qui permettrait d'opérer des changements. Nous devrions rechercher toutes les occasions possibles de susciter la volonté politique nécessaire à cette fin. L'initiative de paix du Premier ministre en est un exemple. C'est pourquoi le Canada devrait à mon avis chercher à se faire réélire au Conseil de sécurité avant la fin de la décennie.

Troisièmement, j'ai suggéré que l'on accorde davantage de personnel et de ressources au Secrétaire général pour appuyer ses "bons offices" dans le règlement des différends. Plus précisément, j'ai offert personnellement au Secrétaire général de mettre à sa disposition des informations qui pourraient, à notre avis, l'aider à résoudre certains conflits. Cette offre a été très bien accueillie.

Le Secrétaire général a clairement laissé entendre lors des discussions qu'il a eues avec le Premier ministre et avec moi-même qu'il compte particulièrement sur le Canada pour l'aider à revitaliser le système des Nations Unies. Nous aurons bientôt l'occasion de poursuivre notre dialogue lorsque le Secrétaire général pourra accepter l'invitation que nous lui avons faite de venir à Ottawa.

Depuis 1945, le Canada a fait du soutien actif du système des Nations Unies l'une des pierres angulaires de sa politique étrangère. Une évaluation objective de l'intérêt actuel du Canada confirme ce soutien. Le renforcement des Nations Unies est essentiel si nous voulons maîtriser la crise qui menace de plus en plus le multilatéralisme dans les affaires internationales.

Je vous remercie.